

28

K.D.	
D.H.D.	
INFO.	
TRADE	to
ACRI.	
LEGAL	all
INT. & DEV.	
FINANCE	
...	

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
 A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
 REF: 18:16 11-02-83 000065690 - 000066985

TLX N 26615-SG B 11/50

TELEX HEBDOMADAIRE NR 114 DU 11/02/83 DESTINE A L ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX ET DE PRESSE ET D INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

LE PRESIDENT THORN A EXPOSE AU PARLEMENT LE 8 FEVRIER, LE PROGRAMME DE LA COMMISSION EUROPEENNE. CETTE ANNEE, LE STYLE DE SON DISCOURS ETAIT DIFFERENT. EN EFFET, IL A CONSIDERE QUE LA SITUATION ECONOMIQUE ETAIT TROP GRAVE ET IL A PREFERE S'AFFANCHIR DU DISCOURS ACADEMIQUE TRADITIONNEL POUR METTRE L'ACCENT SUR LES OBJECTIFS PRIORITAIRES DE LA COMMUNAUTE : LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE ET LA DESINDUSTRIALISATION.

- A CETTE FIN, IL A INDIQUE 5 CATEGORIES D' ACTIONS PRIORITAIRES :
- AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL,
 - ACHEVEMENT DU MARCHÉ UNIQUE,
 - MODERNISATION INDUSTRIELLE,
 - RENFORCEMENT DES INSTRUMENTS BUDGETAIRES, FINANCIERS ET COMMUNAUTAIRES,
 - AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.

POUR QUE LA COMMUNAUTE PUISSE MOBILISER TOUTES LES RESSOURCES QU'OFFRE LA DIMENSION EUROPEENNE, IL FAUT QU'ELLE DISPOSE DES MOYENS ADEQUATS ET QUE LES HYPOTHESES BUDGETAIRE ET INSTITUTIONNELLE QUI PESENT SUR SA CAPACITE D'AGIR SOIENT LEVEES. A CE SUJET, M. THORN A EVOQUE :

- LA NECESSITE D'OCTROYER A LA COMMUNAUTE DE NOUVELLES RESSOURCES PROPRES AFIN DE LUI PERMETTRE DE SE DEVELOPPER,
- L'IMPORTANCE DE DEPASSER LA QUERELLE DU PRETENDU COMPROMIS DE LUXEMBOURG QUI RISQUE DE PARALYSER LA COMMUNAUTE,
- L'URGENCE D'ASSURER LA RAPIDITE DE LA DECISION PAR L'ADOPTION DU SYSTEME DE VOTE A LA MAJORITE, NOTAMMENT POUR LES GRANDES AFFAIRES POUR LESQUELLES IL FAUT DECIDER RAPIDEMENT ET CLAIREMENT.

M. THORN A SOUHAITE QU'UN ENGAGEMENT DANS CE SENS SOIT PRIS PAR LE CONSEIL EUROPEEN DE JUIN. LE PARLEMENT A ACCUEILLI TRES FAVORABLEMENT LES PROPOS DU PRESIDENT.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'ECO/FIN' (7.2)

LE CONSEIL A CONSACRE L'ESSENTIEL DE SES DEBATS SUR LE NOUVEL INSTRUMENT COMMUNAUTAIRE (NIC III) HABILITANT LA COMMISSION A CONTRACTER DES EMPRUNTS EN VUE DE PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS DANS LA COMMUNAUTE POUR LEQUEL IL A DEGAGE UNE ORIENTATION COM-

MUNE. LE NIC III PREVOIT UN PLAFOND DE 3 MILLIARDS D'ECU QUI SERA APPELE EN PLUSIEURS TRANCHES AUTORISEES A LA MAJORITE QUALIFIEE (M. ORTOLI A D'ORES ET DEJA ANNONCE QU'IL PROPOSERAIT RAPIDEMENT UNE 1ERE TRANCHE DE 1,5 MILLIARDS). LE CHAMP D'APPLICATION RETENU COUVRIRA L'ENERGIE, LES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, ET PRINCIPALEMENT LES INVESTISSEMENTS DES PME DE L'INDUSTRIE ET DES AUTRES SECTEURS PRODUCTIFS, COMPTE TENU, ENTRE AUTRES, DE LEUR IMPACT REGIONAL ET DE LA NECESSITE DE LUTTER CONTRE LE CHOMAGE.

LE CONSEIL A EU EGALEMENT UN BREF ECHANGE DE VUES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET ADOPTE LE DISCOURS DE LA PRESIDENCE AU COMITE INTERIMAIRE DU FMI LE 10 FEVRIER.

International Telex Western Union International, Inc.

International Telex Western Union International, Inc.

1.2 CONSEIL 'RECHERCHE' (8.2)

A) CENTRE D'ISPRA

LE CONSEIL A APPROUVE LES CONCLUSIONS SUIVANTES :

- LE CCR DOIT CONTINUER A JOUER UN ROLE CENTRAL DANS LA STRATEGIE DE RECHERCHE DE LA COMMUNAUTE ET DOIT EFFECTUER AU COURS DE LA PERIODE DE 1984-1987 DES TRAVAUX D'INTERET COMMUN SUR LA BASE DES NIVEAUX ACTUELS DE RESSOURCES.
- LA COMMISSION DOIT PREPARER DES PROPOSITIONS SUR D'EVENUELLES ACTIVITES DE REMPLACEMENT POUR LE CENTRE EN CAS D'ABANDON DU PROJET SUPER-SARA.
- LE PROCESSUS DECISIONNEL POUR LA PREPARATION, L'ADOPTION ET LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES DEVRAIENT ETRE AMELIORES.

LE CONSEIL SE REUNIRA LE 10 MARS AFIN D'ABOUTIR A DES CONCLUSIONS DEFINITIVES.

B) PROGRAMME-CADRE 1984-87

LE CONSEIL A EU UN DEBAT D'ORIENTATION APPROFONDI ET SE PRONONCERA AU COURS DU SEMESTRE SUR L'INITIATIVE DE LA COMMISSION QUI PROPOSE POUR LA PREMIERE FOIS UN PROGRAMME CADRE STRATEGIQUE VISANT A OPTIMISER LA CONTRIBUTION DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE EUROPEENNES POUR RELEVER LES DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES AUXQUELS LA COMMUNAUTE DOIT FAIRE FACE.

C) FAST II

LE CONSEIL A EU UN PREMIER DEBAT D'ORIENTATION SUR FAST II DONT LES EXPERIENCES ACQUISES ONT ETE JUGEES GENERALEMENT POSITIVES (TELEX DU 22.12.82).

2.3 CONSEIL 'AGRICULTURE' (7/8 FEVRIER)

LE CONSEIL A POURSUIVI L'EXAMEN DE L'ENSEMBLE DES PROPOSITIONS RELATIVES AUX PRIX AGRICOLES 1983/84 ET AUX MESURES CONNEXES. SANS QU'IL SOIT DEJA QUESTION DE VRAIES NEGOCIATIONS, UN CERTAIN

OPTIMISME PERMET D'ESPERER PARVENIR A UN ACCORD FINAL ET GLOBAL AVANT LE 1ER AVRIL. LES PRINCIPALES DIFFICULTES CONCERNENT L'APPLICATION DU PRINCIPE DEJA ACQUIS D'UNE CO-RESPONSABILITE DES PRODUCTEURS NOTAMMENT DANS LES SECTEURS LAITIERS ET DES CEREALES.

L'AUTRE DOSSIER PRINCIPAL TRAITÉ CONCERNE LA REVISION DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE, LES FRUITS ET LEGUMES ET L'HUILE D'OLIVE, EN VUE DE L'ADHESION FUTURE DU PORTUGAL ET, SURTOUT, DE L'ESPAGNE. DES RESERVES FONDAMENTALES SUBSISTENT ET IL A ETE CONVENU DE CONSACRER LA PROCHAINE SESSION DES 8/9 MARS PRINCIPALEMENT A CE DOSSIER EN VUE DE FAIRE RAPPORT AU CONSEIL EUROPEEN DES 21/22 MARS. (LA COMMISSION DEVRAIT DISCUTER LA SEMAINE PROCHAINE D'EVENUELLES MODIFICATIONS A APPORTER A SES PROPOSITIONS INITIALES DANS CES SECTEURS).

2.4 BUDGET SUPPLEMENTAIRE 83

LE PARLEMENT A APPROUVE LE BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1983, QUI COMPORTE DES CREDITS DE 1092 MIO ECUS POUR LE ROYAUME-UNI, 210 POUR LA RFA ET 35 POUR DES PROJETS ENERGETIQUES DANS LA COMMUNAUTE. LE PARLEMENT A ASSORTI CETTE ACCEPTATION D'UN AVERTISSEMENT QUE D'ICI LA FIN DE L'ANNEE, IL FAUDRA TROUVER DES SOLUTIONS A LONG TERME.

M. TUGENDHAT A AFFIRME QUE 'CE CHAPITRE ETANT CLOS, ON POURRA SE CONCENTRER SUR LA TACHE BEAUCOUP PLUS IMPORTANTE DE TROUVER DE VERITABLES SOLUTIONS COMMUNAUTAIRES A LONG TERME'.

2.5 PROGRAMME COMBUSTIBLES SOLIDES

DANS LA PERSPECTIVE DU CONSEIL EUROPEEN, DONT NOUS PARLERONS LA SEMAINE PROCHAINE, LA COMMISSION A APPROUVE UN PROGRAMME DE TRAVAIL POUR UNE STRATEGIE COMMUNAUTAIRE QUI INDIQUE LES ACTIONS A ENTREPRENDRE DANS CHACUN DES DOMAINES RETENUS PAR LES MINISTRES (NOTAMMENT EN DECEMBRE DERNIER LORS DE LEUR REUNION INFORMELLE). LES ORIENTATIONS CONCERNENT : L'UTILISATION ACCRUE DES COMBUSTIBLES SOLIDES, LES ECHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES, LA MODERNISATION ET LA RESTRUCTURATION DE LA PRODUCTION, LE STOCKAGE, LE

DEVELOPPEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR, LES PROBLEMES DE L'ENVIRONNEMENT AINSI QUE LA RECHERCHE TECHNIQUE ET LA DEMONSTRATION. CE PROGRAMME SERA DISCUTE LORS D'UN PROCHAIN CONSEIL 'ENERGIE' ENVISAGE POUR LE MOIS DE MARS.

2.6 TRANSPORTS TERRESTRES

QUELQUES JOURS APRES LE RECOURS EN CARENCE DU PARLEMENT CONTRE LE CONSEIL LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION SUR LE DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS TERRESTRES. CETTE INITIATIVE VISE A AMPLIFIER L'ACTION DU PARLEMENT EN PRESENTANT UN PROGRAMME D'ACTION COHERENT DU CONSEIL.

LA COMMISSION ENVISAGE DANS SON PROGRAMME DE TRAVAIL, SUBDIVISE EN TRANCHES DE SIX MOIS ET ALLANT JUSQUE FIN 84, UNE APPROCHE PLUS PRAGMATIQUE FONDEE SUR UNE SERIE DE PROJETS PRECIS.

UNE REUNION DU CONSEIL EST FIXEE AU 23 FEVRIER. QUI SERA CONSACREE A UN DEBAT POLITIQUE LIBRE SUR CETTE COMMUNICATION.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 USA

SUITE A LA REUNION DU 10 DECEMBRE ENTRE UNE DELEGATION MINISTERIELLE AMERICAINE ET LA COMMISSION, LES RENCONTRES ENTRE LES ADMINISTRATIONS US ET COMMUNAUTAIRES ENGAGEES A WASHINGTON EN JANVIER SE SONT POURSUIVIES A BRUXELLES LES 9 ET 10 FEVRIER. CES DISCUSSIONS AGRICOLES ONT PORTE SUR LES CAS CONCRETS DANS LES DOMAINES OU IL Y A DES PROBLEMES.

AU COURS DE LA REUNION TECHNIQUE DU 9 LES EXPERTS ONT ECHANGE DES INFORMATIONS SUR LES PROBLEMES GENERAUX (STOCKS, CREDIT A L'EXPORTATION, EVOLUTION DES PRIX) ET LES PROBLEMES PARTICULIERS DANS LES DOMAINES DES CEREALES, FRUITS ET LEGUMES, VOLAILLES ET OEUFS, PRODUITS LAITIERS. CETTE DISCUSSION A PERMIS DE CLARIFIER LES STATISTIQUES ET D'ETABLIR QUE LA COMMUNAUTE N'EST PAS RESPONSABLE DU DECLIN DES EXPORTATIONS US EN 1982.

LORS DE LA REUNION DU 10, PRESIDEE PAR M. VILLAIN, LA COMMISSION A EXPRIME SA VIVE PREOCCUPATION SUR LES CONDITIONS DANS LESQUELLES LA VENTE DE FARINE US A ETE FAITE A L'EGYPTE. PAR AILLEURS, LES ETATS-UNIS N'ONT PAS ETE EN MESURE DE DEMENTIR LES RUMEURS QUI CIRCULENT ACTUELLEMENT SUR LES VENTES DE PRODUITS LAITIERS A L'EGYPTE, LA DELEGATION AMERICAINE AYANT MEME FAIT ETAT DES VIVES PRESSIONS POLITIQUES INTERNES AUXQUELLES ETAIT SOUMISE L'ADMINISTRATION POUR ACCROITRE SES PROGRAMMES D'AIDES AUX EXPORTATIONS. LA COMMISSION A SOULIGNE LES DANGERS D'ESCALADE SI DE TELLES VENTES EN VIOLATION DES REGLES DU GATT DEVAIENT SE REPRODUIRE.

SUR LA BASE DES DISCUSSIONS TECHNIQUES LES DEUX DELEGATIONS ONT CONFIRME LES EVOLUTIONS DES MARCHES DES DIFFERENTS PRODUITS. MAIS LES USA CONTESTENT LE PRINCIPE DE LA PART EQUITABLE DU MARCHÉ POUR LES PRODUITS COMMUNAUTAIRES EN VERTU DE L'EXISTENCE DES RESTITUTIONS A L'EXPORTATION. LA NECESSITE DE RALENTIR L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION LAITIERE A ETE PARTAGEE PAR LES DEUX DELEGATIONS.

LES ECHANGES DE VUE ONT ETE UTILES MAIS DES PROGRES NE SEMBLENT PLUS POSSIBLES AU STADE ACTUEL. UNE RENCONTRE DES RESPONSABLES POLITIQUES POURRAIT ETE ENVISAGEE. IL A ETE A CET EFFET DECIDE QU'UN RAPPORT COMMUN FAISANT LE BILAN DES DISCUSSIONS SERAIT

PREPARE DES LA SEMAINE PROCHAINE POUR ETE TRANSMIS AUX AUTORITES QUI DECIDERONT DE LA SUITE A DONNER AUX CONVERSATIONS.

International

Western Union International, Inc.

International Telex

Western Union International, Inc.

International Telex

Western Union

3.2 JAPON

A) HIGH LEVEL CONSULTATIONS

LES CONSULTATIONS SEMESTRIELLES A HAUT NIVEAU CEE-JAPON SE SONT TENUES A TOKYO, DU 25 AU 28 JANVIER. ELLES ONT PORTE ESSENTIELLEMENT SUR LES QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES GENERALES, LES PROBLEMES MULTILATERAUX ET BILATERAUX EN MATIERE DE COMMERCE, LA COOPERATION INDUSTRIELLE, LE NORD-SUD ET L'AIDE AU DEVELOPPEMENT, LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE ET L'ENERGIE.

EN REPONSE AU DESIR MANIFESTE D'OUVERTURE ET DE COOPERATION EXPRIME DU COTE JAPONAIS PAR M. MATSUNAGA, MINISTRE ADJOINT DES AFFAIRES ETRANGERES, M. FIELDING A INDIQUE QUE LES MESURES JAPONAISES D'OUVERTURE DU MARCHE ETAIENT LE FRUIT D'UN REEL EFFORT DANS LE CADRE D'UN PROCESSUS QUI DEVRAIT SE CONTINUER. IL A FAIT VALOIR QUE L'ELARGISSEMENT DE LA COOPERATION CEE-JAPON DANS LES DOMAINES DE LA COOPERATION INDUSTRIELLE, DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT, DE LA MACRO-ECONOMIE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE AINSI QUE DE L'ENERGIE, CONSTITUAIT UNE NECESSITE EVIDENTE POUR LES DEUX PARTIES.

B) MODERATION DES EXPORTATIONS JAPONAISES

LES VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP ET DAVIGNON, QUI SE SONT RENDUS CETTE SEMAINE A TOKYO, SE SONT ATTACHES PRINCIPALEMENT, AU PLAN BILATERAL, A OBTENIR DES AUTORITES JAPONAISES DES ASSURANCES CONCRETES EN PREVISION DU RAPPORT QUE LA COMMISSION DOIT FAIRE AU CONSEIL DES 21/22 FEVRIER. IL EN SERA RENDU COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE LORSQUE MM. HAFERKAMP ET DAVIGNON AURONT FAIT RAPPORT A LA COMMISSION.

C) REUNION QUADRILATERALE

LE GOUVERNEMENT JAPONAIS A MIS A PROFIT LA PRESENCE DES REPRESENTANTS DE LA COMMISSION POUR ORGANISER A TOKYO AUJOURD'HUI MEME TRADITIONNELLE RENCONTRE AU NIVEAU MINISTERIEL AVEC LES ETATS UNIS ET LE CANADA.

D) TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE

PARALLELEMENT, LES SERVICES DE LA COMMISSION ORGANISENT UNE MISSION DE SPECIALISTES EUROPEENNS QUI SE RENDRA AU PRINTEMPS AU JAPON EN VUE D'EXPLORER DE NOUVEAUX DOMAINES DE COOPERATION INDUSTRIELLE.

3.3 RELATIONS ECONOMIQUES EST-OUEST

LA REUNION DU 8 FEVRIER DU COMITE EXECUTIF EN SESSION SPECIALE DE L'OCDE A APPROUVE LES GRANDES LIGNES DES ORIENTATIONS SUGGEREES DANS UNE LETTRE DU 21 JANVIER DE M. VAN LENNEP POUR LE TRAVAIL

FUTUR DE L'ORGANISATION DANS LE DOMAINE DES RELATIONS ECONOMIQUES EST-OUEST. PARMIS CES IDEES SE TROUVENT : L'INTENSIFICATION DE L'ECHANGE DES INFORMATIONS SUR CES RELATIONS AU SEIN DE L'OCDE, LA POSSIBILITE QUE L'OCDE RASSEMBLE CES INFORMATIONS DE FACON QUE L'ON PUISSE EN DEGAGER DES CONCLUSIONS DE NATURE ECONOMIQUE, L'ELARGISSEMENT DE LA PORTEE DES EXAMENS REGULIERS DE CES RELATIONS FAITS PAR LE COMITE DES ECHANGES POUR INTEGRER LES RESULTATS DES TRAVAUX EST-OUEST DANS D'AUTRES SECTEURS (AGRICULTURE, TECHNOLOGIE, ETC.) AFIN D'ARRIVER A UNE VUE D'ENSEMBLE.

DANS SA COMMUNICATION CONFIDENTIELLE DU 20 JANVIER, DONT L'ORIENTATION GENERALE A ETE APPROUVEE PAR LE CRP DU 3 FEVRIER, LA COMMISSION AVAIT D'AILLEURS PROPOSE QUE LA COMMUNAUTE APPROUVE ET APPORTE SA PROPRE CONTRIBUTION AUX ETUDES SECTORIELLES EN COURS D'ELABORATION AU SEIN DE L'OCDE, ET QUI COUVRENT LES SECTEURS COMMERCIAL, FINANCIER, ENERGETIQUE ET AGRICOLE.

3.4 DIALOGUE ARABE

M. HAFERKAMP A INFORME LA COMMISSION DE L'ETAT ACTUEL DU DIALOGUE EURO-ARABE ET DU FAIT QUE LA PARTIE ARABE A FAIT SAVOIR A LA PARTIE EUROPEENNE QU'ELLE EST DISPOSEE A REPRENDRE LES TRAVAUX DU DIALOGUE, NOTAMMENT LES ACTIVITES ECONOMIQUES ET TECHNIQUES.



3.5 ACIER : VOLET EXTERNE

LE COMITE DES REPRESENTANTS PERMANENTS A APPROUVE LES LETTRES PORTANT PROROGATION DES ARRANGEMENTS CONVENUS AVEC LA FINLANDE, LA ROUMANIE ET LA TCHECOSLOVAQUIE EN MATIERE D'IMPORTATIONS DE PRODUITS CECA.

LA COMMISSION A CONTINUE LES NEGOCIATIONS EN COURS AVEC L'AUS-TRALIE ET L'ESPAGNE. CES NEGOCIATIONS SERONT POURSUIVIES AFIN DE PARVENIR RAPIDEMENT A LA PROROGATION DES ARRANGEMENTS EXISTANTS.

(CONCERNANT LES CONVERSATIONS EXPLORATOIRES AVEC L'AFRIQUE DU SUD, L'ARGENTINE, LE BRESIL ET LE VENEZUELA, SEULS LE BRESIL ET L'AFRIQUE DU SUD SEMBLANT INTERESSES).

3.6 SEALPUPS

ON 8 FEBRUARY THE COMMISSION APPROVED ITS REPORT TO THE COUNCIL ON THE ISSUES CONTAINED IN THE COUNCIL RESOLUTION OF 5 JANUARY 1983 WITH REGARD TO SEALPUPS. THE REPORT IS BASED ON THE RESULTS OF FURTHER EXAMINATIONS AND A NUMBER OF EXPLORATORY TALKS WITH CANADIAN AND NORWEGIAN AUTHORITIES.

THE MAIN CONCLUSION OF THE REPORT ARE THAT THERE ARE NO NEW ELEMENTS WHICH WOULD ENABLE THE DOUBTS EXPRESSED BY PUBLIC OPINION

ON THE BABY SEAL HUNT TO BE DISSIPATED, THAT THE NATIONAL MEASURES TAKEN BY MEMBER STATES RISK PROVOKING DISTORTIONS AND DISCRIMINATION AND THAT THERE IS THEREFORE AN OBVIOUS NEED FOR HARMONIZATION.

THE COMMISSION CONCLUDES FURTHER THAT IT SHOULD MAINTAIN ITS PROPOSAL OF 19 OCTOBER 1982 FOR AN IMPORT BAN ON WHITECOAT AND BLUEBACK SEAL PELTS AND PRODUCTS DERIVED THEREFROM. IT EXPECTS THAT SUCH A CLEAR AND DEFINITIVE SETTLEMENT OF THE 'BABY SEAL' ISSUE WILL BRING ORDER INTO THE MARKET AND ENABLE THE FURTRADE TO CONTINUE ITS LEGITIMATE COMMERCE IN OTHER FURS.

3.7 ACCORD CACAO

LE GROUPE COMPETENT DU CONSEIL A SOUMIS AU CRP UN RAPPORT QUI CONFIRME LA POSITION DE LA COMMUNAUTE (NOTRE TELEX DU 10.12.82, NR 107) :

- MAINTIEN DE LA COMMUNAUTE DANS L'ACCORD?
- LE PROBLEME DU NIVEAU DES PRIX DEMEURE UN ASPECT ESSENTIEL D'UNE RELANCE DES OPERATIONS DU STOCK REGULATEUR (ON NOTERA QUE LE PRIX MONDIAL A SENSIBLEMENT AUGMENTE DE 70 0/0 A 85 CTS US/LB AU COURS DES DEUX DERNIER MOIS),
- APPROFONDISSEMENT DES REFLEXIONS DE LA COMMUNAUTE EN VUE D'UNE RENEGOCIATION EVENTUELLE DE L'ACCORD QUI DEVRAIT SE SITUER EN TOUT ETAT DE CAUSE AU PRINTEMPS 84.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B